

POLITIQUE ■ La députée macroniste du Loiret signe son entrée dans le gouvernement de Sébastien Lecornu

Stéphanie Rist, ministre de la Santé

La rhumatologue au CHU d'Orléans assurera, pour la première fois, à 52 ans, des responsabilités ministérielles. « J'ai accepté sans me poser de questions », a-t-elle confié à *La République du Centre*.

Anne-Marie Coursimault
et Nicolas Da Cunha

Stéphanie Rist, députée macroniste du Loiret, 52 ans, entre au gouvernement. Elle a été nommée, hier soir, ministre de la Santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées. Une première pour un élu du Loiret depuis 1993. Le socialiste Jean-Pierre Sueur avait assuré la fonction de secrétaire d'État aux collectivités locales de 1991 à 1993.

Stéphanie Rist aurait pu épouser un destin gouvernemental dès septembre 2024. Le Premier ministre, Michel Barnier, lui avait proposé le poste de ministre des Solidarités, aux personnes âgées et handicap. Elle avait été contrainte de refuser cette mission car son suppléant, Stéphane Chouin, maire de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, ne souhaitait pas la



GOUVERNEMENT. Stéphanie Rist accède au ministère de la Santé. PHOTO PASCAL PROUST

remplacer à la députation.

Et aujourd'hui ? « Mon suppléant a un mois pour dire s'il accepte ou pas. On verra », a-t-elle commenté, à chaud, hier à 22 h 15. Car l'urgence, c'est de s'atteler au travail dans un contexte particulièrement

difficile.

« C'est un ministère élargi, a-t-elle précisé à *La République du Centre*, ce dimanche 12 octobre. Et de détailler : « Le Premier ministre m'a appelée ce week-end et m'a demandé de devenir ministre. Dans

ces moments très compliqués, j'ai accepté sans me poser de questions. On verra bien le temps que cela durera. » Et elle l'espère le plus long possible.

« L'un des premiers gros dossiers » portera sur le budget de la Sécurité so-

ciale dont elle s'occupe « depuis plusieurs années ». Elle était donc tout à fait légitime à prendre ce poste.

La députée de la première circonscription du Loiret depuis 2017 et conseillère municipale

d'opposition depuis 2020 envisage sa nouvelle fonction « avec beaucoup d'humilité et de sérieux, la tête sur les épaules ». « J'ai pour objectif, précise-t-elle, de faire tout ce que je peux pour obtenir des compromis. » Elle a ainsi envie d'être « une petite pierre » dans cet édifice qui vise à donner un budget à la France d'ici la fin de l'année.

Une loi porte son nom

Cette fidèle d'Emmanuel Macron, rhumatologue au CHU d'Orléans, a déjà porté plusieurs dossiers en lien avec la santé. En avril 2025, elle avait rédigé un rapport sur la prise en charge de la ménopause. Une loi porte son nom : elle permet de plafonner les salaires des médecins intérimaires.

Désormais, une nouvelle mission l'attend. Elle ne sera peut-être pas sans incidence sur la vie politique orléanaise. Stéphanie Rist, qui n'a jamais caché son désir de participer activement dans les prochains mois à la campagne des municipales, pourrait revoir son positionnement. ■